

## CONCOURS DE RECRUTEMENT

# Plus d'un million de candidats attendus pour 28 000 postes

**Le ministère de l'Education nationale s'attend à accueillir plus d'un million de candidats pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants. Par précaution, le département de Nouria Benghebrit a mis en place un dispositif pouvant accueillir jusqu'à quatre millions de candidatures. Le concours est fixé pour le 30 avril prochain et les résultats officiels seront annoncés le 30 juin prochain. C'est ce qu'a indiqué hier le secrétaire général du ministère de l'Education.**

**Salima Akkouche - Alger (le Soir)** - Le combat des enseignants contractuels, ayant entamé une marche depuis samedi dernier de Béjaïa vers la capitale, pour demander leur intégration, sera-t-il vain ? Le ministère de l'Education nationale ne laisse aucune chance au doute.

Abdelhakim Belabed, SG du département de Nouria Benghebrit qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale, met les points sur les i. Selon lui «le recrutement d'office n'existe pas. Les lois de la Fonction publique pour tous les secteurs régissent et réglementent l'accès à la Fonction publique qui est conditionné par une réglementation mise en place soumettant tout le monde à une

voie de concours sur titre ou épreuve».

Les contractuels, dit-il, sont des diplômés universitaires qui viennent postuler pour un emploi auprès du ministère de l'Education dans des postes vacants.

Des emplois temporaires, explique l'invité de la radio, qui sont délimités dans le temps et qui ne donnent aucun avantage à un recrutement direct. Les contractuels sont, cependant, soumis dans leur exercice aux mêmes conditions des autres enseignants de formation, d'inspection et de suivi. «Ce sont des candidats potentiels car ce sont des candidats qui ont cumulé une expérience qui va jouer certainement en leur faveur au concours, leur expé-



Le ministère de Benghebrit s'attend à recevoir un million de candidatures.

Photo : NzwPress

rience leur donnera des chances pour un avantage naturel», a rassuré ce responsable.

D'autant que, assure-t-il, le concours ne va pas porter sur des connaissances académiques mais plutôt pédagogiques.

«Les connaissances académiques sont certifiées par un diplôme universitaire et nous n'allons pas remettre en cause leurs diplômes», a indiqué M. Belabed. Les contractuels sont avantagés

donc, dit-il, en raison de la nature des sujets du concours qui ont trait à la pratique du métier d'enseignant. «Il y a aussi cet oral qui va faire la différence, ce sont des gens qui connaissent le terrain et qui certainement sont plus au parfum de ce qui se passe à l'école que les autres», justifie le SG du ministère de l'Education.

Au total, le nombre des contractuels est de 25 115 enseignants dont 11 000 sont au primaire, 81 32

au moyen et 5 278 au secondaire.

Le ministère de l'Education s'attend, par ailleurs, à accueillir jusqu'à un million de candidatures pour le concours de recrutement de 28 000 enseignants. Cependant, explique l'intervenant, par précaution, un dispositif électronique et administratif pouvant supporter jusqu'à quatre millions de candidatures a été mis en place. Jusqu'à hier 180 000 inscriptions ont été effectuées en ligne sur le site de l'Onec.

Les inscriptions ont débuté le 27 mars et seront clôturées le 14 avril prochain. Les candidats recevront leurs convocations le 20 avril prochain les épreuves écrites sont fixées pour le 30 avril et les résultats seront annoncés le 12 mai.

Un break sera ensuite observé pour se consacrer aux examens nationaux de fin d'année. Et les enseignants candidats au concours de recrutement reprendront les épreuves orales les 8 et 9 juin prochain.

Les candidats pourront consulter via le net les résultats finaux le 30 juin.

S. A.

## ENTREPRISE NATIONALE DES APPAREILS DE MESURE ET DE CONTRÔLE (AMC)

# Des compteurs électriques 100% algériens d'ici la fin 2016

**L'Entreprise nationale des appareils de mesure et de contrôle (AMC), qui cumule plus de 35 ans d'activité, prévoit de mettre sur le marché d'ici la fin de cette année, ou au plus tard le début de 2017, des compteurs électriques 100% algériens (design et fabrication), a annoncé, hier, Tayeb Saâdi, chef de département commercial de l'AMC, lors d'une journée technique organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci).**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - «Actuellement, nos produits sont développés en interne par nos ingénieurs», a souligné le responsable.

Une occasion pour le représentant de cette filiale de la Sonelgaz qui en est le seul

actionnaire, de faire la promotion des produits de la société qui, insiste-t-il, répondent aux normes de sécurité admises mondialement d'autant qu'ils sont homologués par le seul organisme habilité à le faire, en l'occurrence le Credag (Centre de recherche et de développement de l'électricité et du gaz) qui a pour principale vocation l'expertise des équipements industriels.

L'industrialisation de l'intégration des produits AMC s'est faite à l'origine par l'acquisition de licences, option à laquelle on a substitué des accords de collaboration industrielle eu égard à l'expérience capitalisée par l'entreprise, a rappelé M<sup>me</sup> Aggoun Nawal chef de département marketing et communication à l'AMC dans une présentation faite à l'occasion.

«Ayant capitalisé une expérience industrielle avérée, les services de recherche et de développement de AMC sont arrivés à

concevoir et fabriquer un nouveau disjoncteur 100% algérien et conforme aux normes nationales et internationales», a indiqué Mme Aggoun.

Depuis son entrée en exploitation, l'AMC a opté dans ce domaine, par une relation avec des leaders au niveau mondial tels que Siemens, Sagem pour le comptage de l'électricité, Schlumberger, pour l'activité gaz et ABB pour les disjoncteurs, télémeccanique puis Schneider Electric pour les contacteurs et relais thermiques.

Il est utile de relever que l'AMC fournit l'essentiel des compteurs d'électricité et de gaz utilisés par les consommateurs algériens. Ainsi, sur les 8 millions de compteurs en marche, 90%, soit 7 millions, sont fournis par cette société.

De même que 80% des appareils de comptage des carburants au niveau des stations-services sont aussi estampillés

AMC, se félicite Tayeb Saâdi. S'agissant des nouvelles solutions, car c'est aussi une des caractéristiques de l'AMC, Tayeb Saâdi a annoncé que la société est en train de travailler sur la «télé-relève» pour le compteur d'électricité.

L'avantage de ce système, relève-t-il, consiste en la neutralisation des erreurs de toutes natures y compris humaines, améliorer la productivité de l'électricité et de réduire les temps de traitement des informations. Aussi, l'AMC a été retenue par Naftal pour la mise en place d'un système de gestion intégré de télégestion de son réseau.

Ce système permet notamment la gestion des ventes et des stocks en temps réel ce qui facilite la programmation et l'optimisation du réapprovisionnement des stations. Présentement opérationnel sur 21 stations, ce système devra être déployé sur un total de 72 stations-services dont 42 stations autoroutières.

Pour 2016, l'AMC prévoit d'augmenter de 30% le montant des investissements réalisés en 2015 (925 millions de DA).

Y. D.

## QUESTION SAHRAOUIE

# Alger invite Paris à œuvrer dans le sens de la légalité internationale

**L'Algérie «garde toujours de bons espoirs» que la France va «véritablement» aider la région à régler la question sahraouie dans le cadre de la légalité internationale, a indiqué mardi à Alger le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.**

«Nous avons toujours de bons espoirs que l'administration du président François Hollande va véritablement aider la région à régler cette question dans le cadre de la légalité internationale et dans la satisfaction de la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation», a déclaré M. Lamamra lors d'une conférence de presse animée conjointement avec son homologue fran-

çais, Jean-Marc Ayrault, à l'issue de leurs entretiens.

Le ministre a tenu à préciser que M. Ayrault est à la tête du ministère français des Affaires étrangères depuis quelques semaines et que le conflit du Sahara Occidental «dure depuis plus de 40 ans et revient épisodiquement dans notre dialogue politique».

«Je ne suis pas historien, mais je ne vous cacherai pas

que c'est l'un (conflit sahraoui) des principaux désaccords entre la politique extérieure de l'Algérie et celle de la France», a-t-il relevé.

Pour le chef de la diplomatie algérienne, les Nations unies sont à un «tournant crucial, peut être décisif» à l'occasion de la présentation du rapport du secrétaire général sur la question sahraouie.

M. Lamamra a exprimé, à cette occasion, le souhait de l'Algérie de voir les Nations unies «prendre les décisions qui s'imposent afin que la communauté internationale puisse, enfin, s'acquitter de ses responsabilités historiques pour l'auto-

détermination du peuple du Sahara Occidental».

«Nous pensons que la France trouverait absolument un rôle à la mesure de son histoire, de son pouvoir et de ses responsabilités dans le soutien et la conduite d'un processus qui permettra au Maghreb arabe d'aller vers un destin collectif et unitaire avec la satisfaction du droit naturel du peuple sahraoui à l'autodétermination», a-t-il soutenu.

«Nous sommes à un moment où il faut savoir dire que le pire n'est pas sûr et que le pire n'est pas le destin de notre région», a conclu M. Lamamra.

APS

## CHLEF

# Grève à la cimenterie de Oued Sly

Elle est illimitée, selon les travailleurs qui ont organisé un rassemblement devant le portail d'entrée de l'usine.

Les raisons du mécontentement sont liées à la dégradation de leurs conditions socio-professionnelles.

Les auteurs de ce débrayage évoquent aussi une prime de rendement non versée malgré l'objectif atteint.

En effet, les deux millions de tonnes exigées ont été dépassées de 172 230 tonnes.

Une autre revendication de taille est relative à l'absence de promotion des cadres.

Medjdoub Ali